



Le maire de la commune de SERGEAC

- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
- Vu la loi n° 83-3 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2213-1 ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R. 110.1, R. 110.2, R. 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28 ;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;
- Considérant que le code de la route confie au maire le soin de fixer les limites de l'agglomération ;
- Considérant que le même code définit l'agglomération comme « l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde » ;

ARRÊTE

Article 1 - Les limites de l'agglomération de la commune de SERGEAC sont fixées comme suit :

- Début d'agglomération C1 direction Castel Merle
(géolocalisation WGS 84 : X 1.107477 / Y 45.002987)
- Fin d'agglomération C1
(géolocalisation WGS 84 : X 1.105194 / Y 45.001582)
- Début d'agglomération (cimetière)
(géolocalisation WGS 84 : X 1.109909 / Y 45.001824)
- Fin d'agglomération C1
(géolocalisation WGS 84 : X 1.107514 / Y 45.002943)

Article 2 - La signalisation réglementaire est organisée et entretenue par les services techniques municipaux.

Article 3 - Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 - Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de SERGEAC sont abrogées.

Article 5 - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Sergeac.

Article 6 - Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 - Madame le Maire de la commune de Sergeac;
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Montignac;
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sergeac, le 6 juin 2019

Le maire
Isabelle DAUMAS-CASTANET


